Document généré le 16 avr. 2024 21:01

Bulletin d'histoire politique

L'avenir démographique des Anglophones du Québec

Marc Termote

Volume 5, numéro 2, hiver 1997

Les anglophones du Québec à l'heure du plan B

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1063605ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1063605ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Termote, M. (1997). L'avenir démographique des Anglophones du Québec. *Bulletin d'histoire politique, 5*(2), 80–89. https://doi.org/10.7202/1063605ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'avenir démographique des Anglophones du Québec

•••

Marc Termote
Institut national de la recherche scientifique
INRS-Urbanisation

L'objectif principal de ce bref article est de tenter de dégager les tendances fondamentales de l'évolution prévisible de l'effectif et de la distribution (par âge et par région) de la population anglophone du Québec. Par "population anglophone", nous entendons la population qui a déclaré, lors du recensement de 1991 (dernier recensement dont les résultats sont connus au moment de la rédaction de ce texte) que l'anglais était la langue le plus fréquemment utilisée "à la maison". Une telle définition nous semble avoir une signification socioculturelle et politique plus pertinente que celle basée sur la langue maternelle, sur la connaissance (autodéclarée) d'une langue, ou encore sur l'appartenance à un groupe ethnique.

Pour faire des prévisions démographiques d'un groupe linguistique donné, il importe au préalable de connaître le comportement des membres de ce groupe en matière de fécondité, de mortalité, de migration et de mobilité linguistique. La première partie de cet article est consacrée au comportement démolinguistique des anglophones du Québec. Pour pouvoir évaluer le comportement des anglophones, il nous faudra en outre examiner celui des francophones et des allophones, afin de disposer de termes de référence. La seconde partie examinera, à partir des divers scénarios de comportement futur les plus plausibles, ce que pourrait être l'évolution démographique du groupe anglophone dans l'avenir.

1. Le comportement démolinguistique des Anglophones

Il est bien connu que les anglophones du Québec ont longtemps manifesté une fécondité nettement plus basse que celle des autres groupes linguistiques.

L'image actuelle est cependant plus nuancée. Sur l'île de Montréal, ce sont maintenant les francophones qui ont la fécondité la plus basse (en 1990-1991, leur indice de fécondité était de 1,49 enfant par femme contre 1,53 pour les anglophones et 2,10 pour les allophones), alors que dans le reste de la région métropolitaine de Montréal les deux groupes ont le même niveau de fécondité. Pour l'ensemble du Québec, les anglophones connaissent néanmoins toujours une fécondité inférieure à celle des autres groupes linguistiques, mais l'écart par rapport au groupe francophone est devenu relativement faible (1,61 contre 1,69).

Comme on peut le constater, les anglophones aussi bien que les francophones ont un comportement de fécondité qui ne leur permet pas d'assurer à moyen et long terme le renouvellement "naturel" de leur effectif de population, puisqu'il faut un indice légèrement supérieur (à cause de la mortalité avant la fin des âges reproductifs) à 2 enfants par femme pour qu'une population se renouvelle. Le seul groupe dont la fécondité dépasse ce seuil (et cela dans toutes les régions du Québec) est celui des allophones.

Depuis le début des années 1990, la fécondité de l'ensemble des Québécoises a diminué de façon marquée. Nous ne connaissons pas l'évolution récente de cette fécondité pour chacun des groupes linguistiques en particulier (car pour cela il faut des données sur le nombre de femmes par âge et groupe linguistique, données qui ne seront disponibles qu'une fois dépouillé le recensement de 1996), mais plusieurs indications tendent à montrer que cette baisse de la fécondité s'est surtout manifestée chez les francophones. L'indice de fécondité des anglophones et des francophones est sans doute actuellement aux alentours de 1,5 enfant par femme, alors que celle des allophones se situe toujours au-dessus du seuil de renouvellement.

On peut donc conclure que la fécondité actuelle des anglophones — tout comme celle des francophones — implique un déficit des naissances de l'ordre du quart. La différence essentielle entre ces deux groupes réside dans le fait que les anglophones ont fait preuve d'un tel comportement de non-renouvellement depuis beaucoup plus longtemps. La chute de la fécondité a été beaucoup plus récente et nettement plus rapide chez les francophones que chez les anglophones, à tel point qu'aujourd'hui les deux groupes témoignent de la même sous-fécondité, et qu'à Montréal les anglophones se retrouvent même avec une fécondité plus élevée.

Lorsque pendant plusieurs décennies un groupe adopte un comportement de fécondité qui implique le non-renouvellement de l'effectif de ce groupe, il est

fatal qu'en l'absence de facteurs compensatoires suffisamment importants, ce groupe finisse par connaître une décroissance de sa population. Comme nous le verrons ultérieurement, tel a bien été le cas pour les anglophones.

Dans une société vieillissante (vieillissement qui est dû précisément à la faible fécondité), la mortalité prend une importance croissante. À cet égard, le groupe anglophone du Québec se trouve dans une situation relativement privilégiée. Les conditions de mortalité que connaît ce groupe permettent en effet à un nouveau-né anglophone d'avoir une espérance de vie nettement supérieure à celle d'un nouveau-né francophone, et cela quelle que soit la région. Sur l'île de Montréal, l'écart s'élève même (en 1986-1991, dernière période connue) à plus de 5 ans (79,2 ans contre 74,0 ans). Il faut cependant noter que ce sont les allophones qui connaissent l'espérance de vie la plus élevée (à Montréal, l'écart est de dix ans par rapport aux francophones).

Malgré ces écarts, qui sont loin d'être négligeables, la mortalité n'affecte que marginalement l'évolution de l'effectif et de la part des groupes linguistiques (sauf bien sûr pour les âges avancés), car malgré la chute de la fécondité le nombre de décès reste trop faible par rapport à celui des naissances (qui sont deux fois plus nombreuses) et par rapport à celui des migrations. C'est pourquoi nous examinerons plus longuement le rôle de la migration dans la dynamique démographique du groupe anglophone, non sans souligner auparavant que, à cause de sa faible fécondité et de sa population vieillie (qui en est le corollaire), ce groupe se retrouve actuellement avec un accroissement naturel (excédent des naissances sur les décès) quasiment nul dans toutes les régions du Québec (dans certaines régions, comme l'Estrie et la Gaspésie, le nombre de décès dépasse même celui des naissances). La seule région où l'accroissement naturel du groupe anglophone est encore significativement supérieur à zéro est celle de Montréal (l'excédent annuel des naissances sur les décès y est d'environ 3 000, ce qui représente un taux de croissance de 0,5 % par an). Cette région concentre la quasi-totalité de la croissance "naturelle" des anglophones du Québec.

Ces diverses constatations démontrent le rôle déterminant de la migration et de la mobilité linguistique pour l'évolution démographique du groupe anglophone du Québec. En ce qui concerne la migration, il faut distinguer la migration internationale, la migration interprovinciale (entre le Québec et le reste du Canada), et la migration intraprovinciale (entre les diverses régions du Québec).

La migration internationale ne contribue que relativement peu à alimenter l'effectif de la population anglophone. Le nombre d'immigrants internationaux de langue d'usage anglaise qui avaient immigré entre 1986 et 1991 et qui en 1991 résidaient au Québec s'élève à quelque 28 000, ce qui représente 3,6 % de la population anglophone. Si l'on tient compte des émigrants internationaux du même groupe linguistique, l'apport net à la migration internationale ne dépasse sans doute pas 25 000 en cinq ans. Les informations dont on dispose pour la période 1991-1996 permettent d'avancer que la situation ne doit guère avoir changé. La part des immigrants anglophones dans le total des immigrants s'élève à 18 %, ce qui est nettement supérieur à la part des anglophones dans la population totale du Québec (environ 11 %). Si l'impact de la migration internationale sur l'effectif de la population anglophone du Québec est faible, par contre cette immigration renforce donc le poids de ce groupe au sein de la population québécoise. Cela n'est cependant pas vrai en ce qui concerne l'île de Montréal, où les anglophones représentent le quart de la population totale, alors que moins de 20 % des immigrants y sont anglophones.

L'immigration internationale bénéficie surtout au groupe allophone. Durant la période 1986-1991, ce groupe a reçu plus de 85 000 immigrants. Ce chiffre représente plus de 20 % de son effectif total, et plus de 55 % du total des immigrants de la période, alors que la part du groupe allophone dans la population du Québec s'élève à moins de 6 %. L'immigration internationale a donc un impact considérable sur l'effectif et le poids du groupe allophone. Cela est particulièrement vrai pour l'île de Montréal, qui reçoit près de 80 % des immigrants.

Le corollaire de ces diverses observations est que l'immigration internationale ne contribue que marginalement à l'effectif de la population francophone (un peu plus de 40 000 immigrants en cinq ans, soit à peine un dixième de 1% par an), et affaiblit considérablement le poids des francophones (ces derniers représentent près de 83 % de la population, mais reçoivent à peine un quart des immigrants).

Les faibles gains que le groupe anglophone réalise grâce à la migration internationale sont cependant plus que neutralisés par les pertes considérables dues à la migration interprovinciale. Selon le recensement de 1991, entre 1986 et 1991, 74 000 anglophones avaient émigré du Québec et résidaient en 1991 dans le reste du Canada. Ce chiffre représente plus de 60 % de tous les émigrants interprovinciaux du Québec, et près de 10 % de la population anglophone du Québec. Relativement peu d'anglophones des autres

provinces sont attirés par le Québec: entre 1986 et 1991, à peine 42 000 anglophones, soit 2/10 de 1 % des anglophones du reste du Canada, avaient quitté cette région et résidaient au Québec en 1991. Il semble donc évident que le Québec ne fait pas partie de l'espace migratoire des anglophones du reste du Canada, alors que ce dernier fait manifestement partie de l'espace migratoire des anglophones du Québec.

La perte nette du groupe anglophone du Québec due à la migration interprovinciale s'élève donc à 32 000 en cinq ans. En d'autres termes, sur une période de cinq ans le groupe anglophone du Québec a perdu environ 4 % de son effectif par suite de ses échanges migratoires avec le reste du Canada, et cela pendant une période relativement "calme" sur le plan politique et migratoire (une analyse sur longue période montre que l'évolution de la migration interprovinciale des anglophones du Québec est essentiellement fonction de facteurs politiques). Lorsque l'on combine les effets de la migration internationale (un gain net de 25 000 sur cinq ans) et de la migration interprovinciale (une perte nette de 32 000), on obtient une perte nette de 7 000 personnes. On peut donc conclure que, même au cours d'une période politiquement calme et donc "migratoirement" favorable, le groupe anglophone du Québec voit son manque de dynamisme "naturel" (sous-fécondité) renforcé par son manque de dynamisme migratoire (incapacité à attirer plus de migrants qu'il n'en perd).

Il ne reste donc plus que la mobilité linguistique comme facteur potentiel de croissance de l'effectif anglophone du Québec. Avant d'examiner ce dernier processus, il nous faut cependant introduire brièvement la migration intraprovinciale. À cet égard, les anglophones du Québec se comportent pour l'essentiel de la même manière que les autres groupes linguistiques: ils quittent les grands centres urbains au profit de la périphérie (entre 1986 et 1991, deux fois plus d'anglophones — et de francophones — ont quitté l'île de Montréal pour le reste de la région métropolitaine qu'il n'en a migré dans le sens inverse), alors que les échanges migratoires entre l'ensemble de la région métropolitaine de Montréal et le reste du Québec sont pratiquement équilibrés. Pour les anglophones de l'île de Montréal, les pertes dues à "l'étalement urbain" viennent donc s'ajouter à celles dues à la migration avec le reste du Canada, et neutraliser ainsi les faibles gains dus à la migration internationale.

La question fondamentale pour l'avenir démographique du groupe anglophone est donc de savoir si la mobilité linguistique permet de compenser pour la sous-fécondité et pour les pertes migratoires. La réponse à cette question est souvent empreinte de confusion. Ainsi, on fera état de la très forte

attraction exercée par l'anglais sur les membres des autres groupes linguistiques, particulièrement les allophones. Il est vrai que d'un recensement à l'autre, on observe beaucoup plus de personnes de langue maternelle autre qu'anglaise qui ont adopté comme langue d'usage l'anglais, qu'il n'y a de personnes de langue maternelle anglaise ayant choisi une autre langue comme langue d'usage (celle-ci étant définie comme la langue le plus fréquemment parlée "à la maison"): la différence est de quelque 120 000 à 130 000.

Le problème est qu'il s'agit là de transferts linguistiques définis sur l'ensemble de la "durée de vie" des individus, c'est-à-dire qu'ils ont eu lieu entre la naissance (langue maternelle) et le moment du recensement, sans que l'on puisse dire quand, où et à quel âge ils ont été effectués. Or, ce qu'il importe de connaître lorsque l'on veut analyser et prévoir le comportement des individus, c'est le nombre de transferts réalisés au cours d'une période donnée. Ce type d'information n'est disponible que par estimation. Une des plus fiables est celle proposée par Robitaille et *alii* (1992), portant sur la période 1981-1986. Selon cette estimation, le groupe anglophone du Québec aurait réalisé au cours de cette période un gain net de quelque 10 000 unités grâce à la mobilité linguistique, et cela au détriment du groupe allophone (le groupe francophone témoignant d'un équilibre remarquable entre ses gains et ses pertes).

Dans ces conditions, il est évident que — du point de vue démographique du moins — le groupe anglophone du Québec se trouve dans une situation pour le moins fragile: il lui faut maintenir le fort pouvoir d'attraction que sa langue exerce sur les autres groupes linguistiques s'il ne veut pas connaître la décroissance de son effectif. La section suivante, consacrée à l'analyse de certains résultats de nos prévisions, permettra d'évaluer ce que pourrait être l'évolution démographique du groupe anglophone du Québec au cours des prochaines décennies.

II. L'évolution passée et l'avenir prévisible

Avant de discuter des résultats de nos prévisions démolinguistiques pour le groupe anglophone du Québec, il importe d'examiner ce que le comportement passé de ce groupe — tel qu'il a été brièvement esquissé dans la section précédente — a produit en termes d'effectif et de structure. Selon le recensement de 1991, il y avait au Québec (après répartition des déclarations de langues multiples) quelque 772 000 personnes dont la langue d'usage le plus fréquemment utilisée à la maison était l'anglais. Cette population anglophone représentait 11,2 % de la population totale du Québec. Le nombre

d'anglophones résidant sur l'île de Montréal s'élevait à 465 000, soit un peu plus du quart de la population de l'île. Pour l'ensemble de la région métropolitaine de Montréal, le chiffre correspondant est de 610 000, soit un peu moins de 20 % de la population de la région. Peu d'anglophones vivent en dehors de la région métropolitaine de Montréal (à peine 165 000), et ils n'y représentent plus qu'une faible minorité (4,4 %), sauf dans l'Estrie et dans l'Outaouais; une minorité qui est cependant encore plus importante que celle des francophones résidant en dehors du Québec (dont le poids est à peine supérieur à 3 %).

Le nombre d'anglophones du Québec est en décroissance continue depuis 1971 (année du premier recensement ayant posé une question sur la langue d'usage). Cette décroissance a été particulièrement rapide entre 1971 et 1981 (la question ne figurait pas dans le questionnaire du recensement de 1976). En 1971, il y avait 886 000 anglophones au Québec, mais en 1981 ils n'étaient plus que 809 000, soit une baisse de 9 % en dix ans. Entre 1981 et 1991, la baisse s'est considérablement ralentie: 4,5 %, soit la moitié du taux de décroissance observé au cours de la décennie précédente. Cette décroissance de l'effectif anglophone s'est accompagnée d'une forte diminution du poids de ce groupe au sein de l'ensemble de la population québécoise: le pourcentage d'anglophones est passé d'un peu moins de 15 % à un peu plus de 11 % entre 1971 et 1991. Cette baisse a cependant été nettement plus lente dans la région métropolitaine de Montréal, où le poids des anglophones est passé de 23 % en 1971 à un peu moins de 20 % en 1991.

On peut donc conclure de ce bref examen de l'évolution passée que la dynamique de déclin démographique dont fait preuve aujourd'hui le groupe anglophone du Québec est un phénomène de longue période, dû à une sous-fécondité chronique et à une forte propension permanente à émigrer vers le reste du Canada (propension qui se trouve renforcée en période de "tension" politique). Une conséquence de cette sous-fécondité et de cette émigration continues réside dans le vieillissement rapide de la population: les anglophones constituaient en 1991 (dernière année connue) le groupe linguistique dont l'âge moyen était le plus élevé: 37 ans et demi, soit deux ans de plus que l'âge moyen des francophones; l'âge moyen des anglophones résidant en dehors de la région métropolitaine de Montréal est particulièrement élevé (près de 40 ans).

Ayant brièvement décrit le comportement démolinguistique des anglophones du Québec et l'état démographique dans lequel se trouve aujourd'hui ce groupe linguistique, nous sommes maintenant en mesure d'avancer des

hypothèses quant au comportement futur des membres de ce groupe, et sur cette base de dégager les tendances fondamentales qui domineront l'avenir démographique de ce dernier. Pour être le plus rigoureux possible, nous avons construit un grand nombre de scénarios, résultant d'une multiplicité d'hypothèses (sauf pour l'émigration internationale, pour laquelle une seule hypothèse a été retenue) quant au comportement futur de fécondité (quatre hypothèses), de mortalité (deux hypothèses), de migration interprovinciale (deux hypothèses), de migration interrégionale (deux hypothèses), de migration internationale (cinq hypothèses) et de mobilité linguistique (huit hypothèses). Ces hypothèses sont formulées par groupe quinquennal d'âge et par région. Si nous avions considéré toutes les combinaisons possibles entre toutes ces hypothèses, nous aurions abouti à 1 280 scénarios. Nous nous limiterons à présenter ici quelques résultats obtenus sur la base des scénarios les plus significatifs (voir Termote [1996] pour une analyse détaillée des scénarios et des résultats).

Selon le premier de ces scénarios, appelé scénario de base, le niveau moyen de fécondité observé au cours de la dernière décennie est maintenu constant et la mortalité continue de baisser, quoique à un rythme plus lent. La migration interprovinciale observée en 1986-1991 (qui reflète une situation moyenne de longue période) est supposée constante (une telle hypothèse implique une perte nette de 6 000 personnes par an, pour l'ensemble du Québec, tous groupes linguistiques confondus). Les probabilités de migration intraprovinciale de la période 1986-1991 sont également supposées pouvoir être extrapolées dans le futur, ce qui implique — entre autres — une baisse progressive de l'étalement urbain autour de l'Île de Montréal (car avec des probabilités par âge constantes, le nombre de sorties diminue à cause du vieillissement de la population). Le niveau moyen d'immigration internationale observé au cours de la dernière décennie (quelque 30000 entrées) est également supposé constant. Enfin, en ce qui concerne la mobilité linguistique, nous avons dans une première étape supposé que la situation actuelle continuera à prévaloir.

Avec un tel scénario — et en nous limitant à l'horizon 2011, car au-delà toute prévision démographique devient particulièrement fragile — le groupe anglophone parvient à maintenir son effectif sur l'île de Montréal et même à connaître une faible croissance (de l'ordre de 0,5 % par an) en dehors. Il en résulterait une population anglophone s'élevant à quelque 840 000 habitants pour l'ensemble du Québec en 2011 (au lieu de 772 000 en 1991). Si la baisse de l'effectif anglophone est donc enrayée selon ce scénario, par contre le poids des anglophones au sein de la population poursuivrait son déclin de longue période: sur l'île de Montréal le pourcentage de ce groupe passerait

de 26,2 % en 1991 à 24,9 % en 2011 et dans la région métropolitaine de Montréal il passerait de 19,5 % à 17,8 %, alors que dans l'ensemble du Québec la baisse serait plus lente (de 11,2 % à 10,9 %).

Il importe de souligner que pour pouvoir maintenir, voire légèrement augmenter, l'effectif anglophone, il faut supposer simultanément un solde migratoire interprovincial qui n'est que légèrement négatif, une immigration internationale relativement élevée et le maintien du pouvoir d'attraction de l'anglais comme langue d'usage. À partir de ce scénario de base, nous avons en effet construit une multitude d'autres scénarios (26 au total), en modifiant une ou plusieurs des hypothèses utilisées dans ce scénario de base. Tous les scénarios convergent vers une même conclusion: dans un avenir prévisible (une vingtaine d'années), le poids du groupe anglophone au sein de la population montréalaise et québécoise baissera inéluctablement; c'est la rançon d'un comportement chronique de sous-fécondité et de forte émigration. En outre, il suffit d'une baisse légère de l'immigration internationale (26 000 immigrants admis par an, au lieu de 30 000), ou d'une légère augmentation (10 %) de la propension à quitter le Québec pour le reste du Canada associée à une légère baisse (10 %) de la propension à quitter cette dernière région pour s'établir au Québec, pour que l'effectif anglophone diminue sur l'île de Montréal et cesse de croître ailleurs au Québec. C'est dire la fragilité du groupe anglophone du Québec à l'égard de la politique d'immigration internationale (même si ce groupe ne profite que relativement peu, du moins directement, de cette dernière) et des facteurs politiques (car la migration interprovinciale est fortement affectée par le climat politique prévalant au Québec).

Le groupe anglophone ne doit guère compter sur la mobilité linguistique pour renforcer son faible potentiel de croissance, d'abord parce que cette mobilité est très faible (on ne change pas de langue d'usage comme on change de chemise ...), et ensuite parce qu'on peut espérer que la loi 101 finira par avoir des effets significatifs (en faveur du français) sur le comportement linguistique des immigrants allophones. Le très large éventail (et le grand nombre) d'hypothèses de mobilité linguistique que nous avons considérées nous autorise à conclure que dans un avenir prévisible l'impact de la mobilité linguistique sur l'effectif et donc le poids d'un groupe linguistique (qu'il soit anglophone ou francophone) sera très limité.

Une des conséquences de la sous-fécondité réside dans le vieillissement de la population. Le groupe anglophone, tout comme le groupe francophone (mais dans une moindre mesure, à cause de l'apport de l'immigration internationale, qui ralentit quelque peu le processus) connaîtra une augmentation sensible de

l'âge moyen de sa population: celui-ci passera de 37,4 ans en 1991 à 41,3 ans en 2011, soit une augmentation de 4 années en 20 ans. Le vieillissement démographique sera cependant encore beaucoup plus rapide chez les francophones, dont l'âge moyen passera, toujours selon le scénario de base, à 42 ans en 2011, une augmentation de 6 ans et demi en 20 ans. On ne devrait pas sous-estimer les conséquences socioéconomiques de ce vieillissement accéléré.

Une des conséquences démographiques de ce vieillissement réside dans l'amélioration prévisible du solde migratoire des anglophones: si l'on applique des probabilités d'émigration constantes à une population vieillissante, le nombre de sorties baisse nécessairement, car ce sont surtout les jeunes qui émigrent. Cette diminution anticipée du solde migratoire négatif compense la baisse de l'accroissement naturel (baisse due à une diminution des naissances et à une hausse des décès, les deux étant le corollaire du vieillissement), et contribue à expliquer la tendance prévisible à la stabilisation de l'effectif anglophone au cours des prochains lustres.

On peut donc conclure de ce bref examen du comportement démolinguistique des anglophones du Québec et de ce que ce comportement implique pour l'avenir démographique de ce groupe, qu'après une phase de décroissance d'abord très rapide (entre 1971 et 1981), ensuite ralentie (entre 1981 et 1991), son effectif devrait se stabiliser au cours des deux décennies suivantes (1991-2011), et connaître même une très légère augmentation, à condition toutefois que les conditions actuelles (favorables au groupe anglophone) se maintiennent, à savoir une politique d'immigration internationale relativement élevée et un climat politique "calme" au Québec. Les prévisions démographiques sont en général relativement solides, parce qu'elles sont basées sur des tendances lourdes, difficilement réversibles. Dans le cas des anglophones du Québec cependant, leur sensibilité aux conditions politiques rend toute prévision beaucoup plus fragile.

Références

ROBITAILLE, Norbert, Robert BOURBEAU, Chantal GIRARD et Marc TREMBLAY, «L'avenir des groupes linguistiques au Québec: équilibres et options», Cahiers québécois de démographie, 1992, vol. 21, no 2, p. 147-161.

TERMOTE, Marc, Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal, 1991-2041. Québec, Annexes au Rapport du comité interministériel sur la situation de la langue française, 1996, 75 pages et 39 tableaux.